



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° : 25 — 3 février 1975

## sommaire



page 3 :

L'EMIGRATION : SES VICTIMES  
ET SES PROFITEURS

page 5 :

ANGOLA : APRES L'INDEPENDANCE  
L'AVENIR EST ENTRE LES MAINS  
DU PROLETARIAT

page 7 :

L'INDEPENDANCE DE L'ERYTHREE  
A L'ORDRE DU JOUR

page 8 :

EN BREF D'AFRIQUE

page 9 :

MADAGASCAR : DES REMOUS  
SECOUENT LE GOUVERNEMENT  
RAMANANTSOA

page 11 :

MEME S'ILS ONT DU PETROLE  
LES PAYS SOUS-DEVELOPPES  
SONT VOLES



**prix: 1 Franc**

## CONTRE LA CARTE DE SEJOUR OBLIGATOIRE !

Le mécontentement est général dans tous les foyers de travailleurs africains à la suite de la décision du gouvernement français d'imposer désormais l'obligation de posséder une carte de séjour aux ressortissants de tous les pays africains qui en avaient été jusqu'à présent dispensés.

Et il y a de quoi être mécontent ! Cette obligation renforce le contrôle policier, aggrave la dépendance à l'égard des autorités administratives, et rend plus difficiles les conditions de séjour en France. Sans parler des tracasseries administratives, l'obligation de prendre un ou plusieurs jours de congé pour faire les démarches, ou même pour se renseigner, car rien n'est fait pour faire connaître avec exactitude les procédures d'application.

Certes, les travailleurs africains ne sont pas les premiers à connaître le système des cartes de séjour obligatoires ; au contraire, les mesures gouvernementales alignent les conditions de séjour des travailleurs africains sur le régime général. Pas tout à fait, d'ailleurs, car la plupart des travailleurs émigrés sont obligés, de surcroît, de posséder également une carte de travail. Mais, justement, on constate qu'au lieu d'assouplir les conditions de séjour des travailleurs émigrés, le gouvernement les aggrave en généralisant les mesures policières.

En quoi consiste, au juste, cette carte de séjour pour les travailleurs africains ? Auparavant, les ressortissants des quatorze pays au sud du Sahara anciennement colonisés par la France n'avaient besoin que de leur carte d'identité nationale pour résider.

A partir de 1968, le gouvernement a obligé les travailleurs à avoir la carte de l'Office National d'Immigration. Cette carte de l'ONI, à durée illimitée, était une manière de contrôler les travailleurs africains.

Mais, maintenant nous devons faire la demande de la carte de séjour avant le 31 mars. Et, pour obtenir, cette carte de séjour, les travailleurs doivent prouver qu'ils résidaient bien en France avant le 1er décembre 1974. Cette carte sera valable trois ans, pour tous, sauf pour les Sénégalais qui auront droit à une carte valable cinq ans.

Pour les ressortissants de la Guinée, du Gabon et de Madagascar, en plus de la carte de séjour, ils devront se procurer une carte de travail.

Il suffit qu'une seule pièce des documents à fournir manque pour qu'on nous crée les pires difficultés pour obtenir la carte. C'est le cas de la plupart des travailleurs africains qui sont en grève des loyers soit parce qu'ils sont mal logés, soit qu'ils refusent une augmentation de loyers.

Par exemple, à Montreuil, quatre foyers gérés par l'AFTAM sont en grève des loyers. Ils refusent d'accepter une augmentation de loyers. Sachant qu'actuellement les locataires ont besoin d'un certificat de logement pour faire faire leur carte de séjour, l'AFTAM refuse de le fournir s'ils ne payent pas les loyers. Et, comme par hasard, alors que les dispositions précisent qu'au lieu d'une quittance de loyer, une lettre officielle adressée au domicile suffit comme preuve, le préfet de Bobigny exige un certificat de domicile...

Ainsi, l'AFTAM trouve la complicité du préfet pour briser la grève des locataires.

Ce genre de difficultés ne sont pas les seules. Depuis l'adoption de cette nouvelle mesure, la police française commence à l'appliquer à la lettre, et prive ainsi les travailleurs de leur gagne-pain. En effet, on connaît des cas où des travailleurs, qui sont allés en congés de deux ou trois mois chez eux, avec un contrat de travail dans leurs mains, au retour à l'aéroport, furent refoulés. Cela, parce qu'ils n'ont pas leur carte de séjour et qu'ils devraient être en France avant le 1er décembre 1974.

Ces premières difficultés ne sont qu'un commencement. Car, après trois ou cinq ans, une fois que notre carte de séjour sera périmée, rien ne garantit qu'elle sera renouvelée. Les autorités ont parfaitement le droit de refuser le renouvellement sans être obligées d'en donner les raisons.

Finalement, en prenant cette mesure, le gouvernement français ne fait qu'aggraver la situation des travailleurs africains. Il se réserve le droit de nous renvoyer chez nous s'il n'a pas besoin de nos bras.

Nous devons tous protester contre cette nouvelle mesure qui divise encore plus les travailleurs en général en limitant les libertés d'une fraction de la classe ouvrière, c'est-à-dire les travailleurs africains.

# L'EMIGRATION : SES VICTIMES ET SES PROFITEURS

Environ 70 000 ressortissants des pays africains au sud du Sahara, dans leur très grande majorité des travailleurs, sont touchés par les récentes mesures concernant la carte de séjour.

Le nombre des travailleurs africains en France a été, jusqu'à cette année, en augmentation constante. D'un côté, la misère poussait un nombre croissant de paysans pauvres du Sénégal, du Mali et de la Mauritanie vers l'émigration ; d'un autre côté, l'économie capitaliste française était une grande demandeuse de main d'oeuvre.

L'émigration forcée pour raisons économiques n'est certes pas nouvelle — d'ailleurs, même aujourd'hui, on rencontre encore dans les foyers des travailleurs venus avant l'indépendance —, mais, c'est surtout depuis le début des années soixante qu'elle connaît une ampleur plus grande. Elle fut volontairement favorisée par la signature des accords de main d'oeuvre signés en 1963 et 1964 entre les gouvernements du Mali, du Sénégal et de la Mauritanie d'une part, et le gouvernement français de l'autre. Même aujourd'hui, plus de 90 % des travailleurs originaires d'Afrique sud-saharienne sont venus de ces trois pays, essentiellement des deux premiers.

Malgré une forte demande de la part de la bourgeoisie française qui avait besoin d'une main d'oeuvre à bon marché pour les travaux en général les plus salissants, les plus mal payés, malgré les encouragements à l'émigration comme au Sénégal, malgré encore les facilités légales de séjour ici en France jusqu'à une période récente, l'émigration des travailleurs africains n'a pas atteint celle des travailleurs émigrés venus de pays plus proches de la France. C'est que la charge du voyage incombe à l'émigrant, et les sommes à dépenser sont énormes pour celui qui part, poussé par la misère, justement,

C'est bien pourquoi il y a, de façon permanente, des centaines de chômeurs maliens ou mauritaniens dans les bidonvilles de Dakar, à Niatchoker, à Robosse, qui attendent parfois pendant des mois, sinon des années, la possibilité de s'embarquer pour la France. Il y en a également des centaines dans les bidonvilles de Treizeville, à Abidjan, autre point d'embarquement de ceux qui viennent travailler ici en France. Et, en fait, ce départ ne devient possible que si des parents, ou des camarades, déjà installés en France, peuvent envoyer de l'argent pour le départ.

Bien sûr, ce sont les régions parmi les plus pauvres qui sont les plus grandes pourvoyeuses de l'émigration, encore que certaines régions sont tellement pauvres que les villageois ne peuvent même pas envisager de quitter le pays. Régions de Kayes, de Guidinaka, de Diafounou, au Mali ; Boun'dou, Fouta, Gadiaga, Matam, au Sénégal ; Kaïdi en Mauritanie, voilà d'où vient la quasi-totalité des travailleurs africains en France.

Pendant la période où la bourgeoisie française avait besoin de main d'oeuvre, des villages entiers de ces régions ont été saignés de leurs habitants les plus jeunes, les plus actifs, obligés de partir pour gagner non seulement leur propre subsistance, mais souvent aussi celle de toute la famille. Et, si, en cas de crise, la bourgeoisie française choisit de se débarrasser des travailleurs émigrés, ce sont encore ces régions où la vie s'est adaptée à l'apport des envois d'argent des émigrés qui recevront un coup terrible.

Ce n'est pas la fatalité qui fait que des dizaines de milliers de paysans pauvres d'Afrique n'ont pas d'autre choix pour soulager un peu la misère de leur famille que d'émigrer — lorsque cette émigration est possible. Ce n'est pas non plus la fatalité qui fait que,

si l'économie est enrhumée en Europe, cela se traduit par une pauvreté accrue sur les bords du Niger ou du Sénégal. Ce n'est pas la fatalité, mais un système économique mondial entièrement façonné au profit de la minorité capitaliste d'une douzaine de pays riches, le système impérialiste. C'est ce système malfaisant qu'il faudra détruire, en s'organisant tous ensemble, exploités des pays riches et exploités des pays sous-développés. Et l'émigration a au moins une chose de bon pour les prolétaires des pays d'Afrique : les mettre en contact avec les prolétaires d'autres pays, leur permettre de faire connaissance avec les traditions du mouvement ouvrier international, s'inspirer de ce qui, dans cette tradition, est utile pour l'émancipation des travailleurs.

oOo

ANGOLA

# APRES L'INDEPENDANCE L'AVENIR EST ENTRE LES MAINS DU PROLETARIAT

Après un protocole d'accord qui a eu lieu le 15 janvier entre le gouvernement portugais et trois organisations nationalistes angolaises — le MPLA, le FNLA et l'UNITA — un gouvernement de transition vient d'être constitué. Ce gouvernement de transition a pris ses fonctions depuis le 31 janvier.

Ce nouveau pouvoir mixte est, d'après les autorités portugaises, un pouvoir qui préparerait l'indépendance totale de l'Angola, qui aura lieu avant la fin de cette année.

C'est une victoire pour le peuple angolais que d'avoir obligé le colonialisme portugais à faire ses bagages dans ce coin d'Afrique. C'est au prix de grands sacrifices, d'un grand nombre de victimes, de villages incendiés, de centaines de personnes emprisonnées que le peuple angolais a conquis, après quatorze ans de lutte, le droit de l'Angola à l'indépendance.

L'armée coloniale portugaise ne pouvait vaincre la détermination et le désir d'indépendance. Malgré l'énorme force de répression qu'il a déployée, le Portugal a dû céder et accorder l'indépendance juridique à l'Angola, comme il l'a déjà fait pour la Guinée-Bissau et le Mozambique.

Pour les organisations nationalistes, le combat est maintenant fini. Il suffit de voir avec quel acharnement elles se disputent les postes ministériels ou le contrôle des administrations régionales futures. Les trois organisations nationalistes participent de la même manière, avec les mêmes méthodes et pour les mêmes raisons à tous les marchandages, à toutes les tractations secrètes, entre elles comme avec les autorités coloniales portugaises. Le MPLA, qui avait, au cours de la lutte pour l'indépendance, une attitude plus radicale — ainsi d'ailleurs qu'une implantation et une autorité bien plus grandes — et les deux autres organisations, le FNLA ou l'UNITA, qui ne faisaient guère mystère de leurs liens, l'une avec l'impérialisme américain par Mobutu interposé, l'autre avec les colonisateurs portugais, ne se distinguent guère de ce point de vue. Et ce n'est pas étonnant.

Car, malgré les différences, importantes sans doute, du point de vue de la combativité contre l'oppression coloniale, du point de vue de l'implantation, toutes les organisations nationalistes avaient en commun de limiter leurs objectifs à la mise en place d'un Etat national. Cet objectif atteint, il ne leur reste plus, en toute logique, qu'à se disputer le contrôle de cet Etat.

Mais nous, travailleurs du Sénégal, du Mali, de la Mauritanie, et de tous les pays africains indépendants, nous savons par expérience qu'il y a des indépendances juridiques qui ne mettent nullement fin à l'emprise de l'impérialisme sur le pays anciennement colonisé. Nous savons surtout que ce n'est pas parce que ce n'est pas l'ancienne puissance coloniale qui exerce le pouvoir d'Etat que ceux qui étaient les principales victimes du système colonial, paysans pauvres, ouvriers, l'exercent ou le contrôlent.

Nous ne savons que trop bien que tous ces ministres, tous ces officiers, tous ces commandants de cercle ou d'arrondissement ont beau être africains comme nous, ils sont souvent aussi étrangers, aussi hostiles même à nos problèmes, à nos préoccupations, à nos intérêts que les toubabs de l'ancienne administration.

C'est bien pourquoi il ne suffit pas qu'une organisation politique se dise partisane de l'indépendance, ni même qu'elle se montre capable de lutter pour elle, pour en faire pour autant une organisation qui représente réellement les intérêts des masses exploitées et opprimées. Indépendance, oui. Mais qui doit diriger le pays, et dans l'intérêt de qui ? Les futurs Senghor, les futurs Traoré, ceux qui sont liés aux couches privilégiées de nos pays, voire à l'impérialisme ? Ou les ouvriers des villes ou des campagnes, les petits paysans organisés, mobilisés et armés ? Voilà la question fondamentale.

Les exploités d'Angola se sont courageusement battus contre l'occupation coloniale, mais sans se donner une organisation qui défende leurs intérêts jusqu'au bout, et non seulement contre les colonisateurs, mais aussi contre des Angolais qui ne rêvaient qu'à prendre la succession des colonisateurs. Le régime qui naîtra de leur combat ne pourra guère être différent des régimes en place dans nos pays. Certes, il y a bien des différences entre le régime d'un Senghor ou d'un Sekou Touré, au temps où ce dernier avait le courage de s'opposer un peu plus à l'impérialisme français. Mais aucun de ces Etats n'est au service des classes laborieuses.

Alors, nos frères de classe d'Angola ont encore un autre combat à préparer et à mener, le même que le nôtre, celui qui conduira à l'émancipation des exploités.

oOo

# MALGRE LA REPRESSION L'INDEPENDANCE DE L'ERYTHREE A L'ORDRE DU JOUR

Un affrontement entre l'armée du Front de Libération de l'Erythrée et l'armée éthiopienne a fait une centaine de morts et surtout de blessés dans la ville d'Asmara, en plein centre de l'Erythrée, au cours des journées du 31 janvier aux 2 et 3 février.

Apparemment, l'initiative de l'affrontement armé a été prise par le Front de libération qui a certainement voulu montrer qu'il avait la force d'engager la lutte dans la capitale même de l'Erythrée où les forces militaires éthiopiennes sont concentrées. Quant au reste du pays, il est entièrement sous le contrôle du Front.

Depuis l'arrivée au pouvoir du Comité militaire (le Dergue), ce dernier a amorcé pendant toute une période des négociations avec les représentants du Front de libération pour un règlement "pacifique" du problème érythréen.

En réalité, ce n'était que paroles en l'air. Pour l'instant, le Comité semble s'en tenir à la politique de la force. Pour ce qui est du problème érythréen comme pour les autres, Bien des étudiants et des intellectuels qui se sont opposés à sa politique se sont retrouvés en prison. La masse des paysans du Wollo, du Tigré et d'autres régions touchées par la sécheresse sont impatientes parce que rien n'est fait pour eux, pour lutter contre la famine.

Quant à l'indépendance de l'Erythrée, l'attitude du Dergue est semblable. En imposant sa loi par la force, par l'assassinat des personnes favorables au Front de Libération de l'Erythrée (FLE), il ne fait que renforcer la détermination de toute la population érythréenne dans sa lutte pour l'indépendance. De jour en jour, des fonctionnaires, des notables qui étaient fidèles au gouvernement éthiopien passent du côté du Front. Et, tout dernièrement, ce sont des éléments de l'armée éthiopienne qui ont déserté leur base d'Asmara.

Actuellement, Asmara vit dans un climat de terreur. Après la démonstration de force des derniers jours de la part du FLE, l'armée éthiopienne bombarde la ville ; un couvre-feu est institué pendant la nuit. En augmentant le nombre des victimes dans la population civile, le Dergue ne fait que creuser le fossé qui le sépare des Erythréens.

# EN BREF D'AFRIQUE

## VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS NIGERIANS

Cela fait maintenant près d'un mois que les travailleurs du Nigéria sont engagés dans des luttes d'une grande ampleur pour obtenir des augmentations de salaire. La vague gréviste a commencé avec la grève des douze mille dockers du port de Lagos, capitale du pays. Elle s'est ensuite étendue à d'autres secteurs : aux hôpitaux, aux chemins de fer, au Bâtiment. Et cela malgré un décret gouvernemental interdisant les grèves, malgré les menaces du chef de la police, malgré les avertissements lancés par le chef de l'Etat, le général Gowon lui-même.

Au Nigéria, comme dans la quasi-totalité des pays d'Afrique, lutter pour la satisfaction de revendications élémentaires, s'organiser pour le faire, est interdit aux travailleurs, quand ce n'est pas assimilé à un crime contre l'Etat. Et, pourtant, les travailleurs nigériens tiennent en échec le gouvernement. C'est une leçon, c'est un exemple pour tous les travailleurs d'Afrique.

## LORSQUE LE COMMANDANT DE CERCLE FAIT DE LA LITTÉRATURE INTERESSEE

Sékou Hamma Dicko, commandant de cercle de San, a fait une tournée dans son cercle, accompagné de quelques autres représentants du Comité militaire.

Il faut croire que le commandant a du mal à faire rentrer les impôts dans sa circonscription, car c'est aux impôts qu'il a consacré l'essentiel de ses discours. L'appel à la cohésion, au dévouement et, surtout, aux sacrifices, tout y est passé. Emporté par le lyrisme, il s'est mis à démontrer que l'Etat est une grande famille et la famille un Etat en miniature, et que, bien sûr, dans cette grande famille, il faut se serrer les coudes — et payer les impôts.

Et il a eu le culot de chanter cette chanson dans une région durement éprouvée par la sécheresse ! Dans une région où les paysans savent très bien que s'ils donnent beaucoup à l'Etat — beaucoup par rapport à leurs faibles revenus — ils n'en reçoivent rien en échange.

Il est vrai que le commandant de cercle a quelque raison de vanter l'utilité des impôts, lui ! Car il sait qu'il en vit et que c'est en dernier ressort dans sa poche et dans celles de ses semblables qu'ira l'argent durement gagné par les paysans pauvres.

## MADAGASCAR

# MOINS DE TROIS ANS APRES LE "MAI MALGACHE", DES REMOUS SECOUENT LE GOUVERNEMENT RAMANANTSOA

Une tentative de mutinerie d'officiers et de sous-officiers de l'armée, en décembre dernier, a été le signe révélateur d'une certaine contestation de l'autorité du général Ramanantsoa par une partie même de son appareil d'Etat.

Et le fait que l'équipe militaire qui gouverne "l'île rouge" n'ait pu réprimer les mutins, ou n'a pas cru opportun de le faire, est à lui seul significatif de l'ampleur du mal qui commence aujourd'hui à gangrener les milieux politiques.

La tournure ethnique ou tribale des événements n'est certes pas faite pour faciliter sa compréhension car, rappelons-le, les anciens colonialistes ont entretenu une telle haine entre les Merina — ethnies des hauts plateaux à laquelle appartient l'essentiel des couches dirigeantes — et les Côtiers — les ethnies plus pauvres du sud du pays — pour mieux régner, que, même une fois l'indépendance accordée, l'hostilité des uns envers les autres demeure sinon s'aggrave.

Cependant, le mécontentement n'a guère attendu le mois de décembre 1974 pour se faire jour.

Certes, pendant un court moment, il y avait des gens qui se faisaient des illusions sur le nouveau gouvernement, car il a mis fin au régime de Tsiranana, particulièrement lié à l'impérialisme français. Il semblait même, au début, que la nouvelle équipe militaire s'orientait vers une attitude radicale vis-à-vis de l'impérialisme français et essayait de se dégager un peu plus de son emprise. D'aucuns crurent même qu'il était prêt à chercher un soutien populaire pour pouvoir le faire.

Malgré la suppression du "Vililoha" (l'impôt le plus général dans le pays) et de l'impôt sur le bétail, suppression qui a permis à Ramanantsoa d'obtenir les 95 % à son référendum plébiscitaire au lendemain des événements de 1972, le rationnement des produits alimentaires de première nécessité — tels le riz, dont le prix est passé de 40 à 100 FMG en l'espace d'un trimestre, l'huile d'arachide, le savon, le sucre à partir de novembre-décembre 1974 — la rareté et la cherté des produits d'importation ont engendré un courant de mécontentement, mécontentement auquel le gouvernement a donné la réplique par une attitude plus dure, illustrée par l'arrestation de Manandafy, dirigeant du MPM, accusé d'avoir voulu organiser une manifestation pour célébrer l'anniversaire de 1972.

C'est que, dans la tentative de prendre ses distances vis-à-vis de la puissance coloniale, Ramanantsoa n'a pas voulu aller bien loin. En fait, dans la tentative d'un développement national, Ramanantsoa s'est arrêté à mi-chemin. Il a certes pris quelques mesures qui pourraient passer pour radicales, surtout après le règne de Tsiranana. Il a effectué la nationalisation de quelques secteurs économiques, a créé une monnaie nationale et mis en place une banque centrale, la "Banque Foïbe". Mais cette attitude n'est pas allée jusqu'à la prise en main de l'économie par l'Etat national, elle n'a abouti qu'à effrayer les investissements capitalistes et à plonger l'économie dans un marasme difficile à affronter.

Au stade où il en est, un grand nombre de capitalistes ont tendance à évacuer leurs capitaux ou, en tout cas, à stopper leurs investissements. Par exemple, l'AGM (Americano-Greco-Malgache), importante usine de conserverie de zébus, située dans le sud-ouest, à Morondava, a fermé ses portes, alors même qu'elle venait d'être construite. C'est que, malgré les sourires et les assurances des militaires, les capitalistes américains et grecs qui détenaient la majorité des actions ont préféré aller investir ailleurs.

D'autres industries souffrent également de divers maux. La "Savonnerie tropicale", appartenant au grand bourgeois bien national Ramaroson, et qui détient le monopole du savon pour toute l'île, n'arrive pas à fournir faute de suif. Car le suif est un produit d'importation venant des grands pays capitalistes et se fait actuellement chèrement monnayer.

On peut également citer le cas de quelques autres petits capitalistes privés qui, eux, ont simplement préféré mettre les clés de leur entreprise aux mains de l'Etat.

Il se trouve que les matières premières agricoles, principalement le paddy et l'arachide, passent désormais par l'intermédiaire d'une société étatique, la SINPA (Société d'Intérêt National pour les Produits Agricoles). Et cet "intermédiaire", qui a remplacé l'ancien marché libre, ne convient ni aux paysans producteurs — il ne possède souvent pas les fonds nécessaires pour l'achat des produits et, parfois, il a recours aux "bons de paiement" —, ni aux industriels qui sont gênés pour la spéculation, etc.

Donc, la crise politique actuelle n'est en fait pas un événement accidentel et repose sur les problèmes économiques qui touchent l'ensemble du pays et auxquels le gouvernement militaire n'a pas su donner une réponse satisfaisante. En réalité, ce n'est pas pour rien que les partisans de Tsiranana relèvent la tête et trouvent des complices jusqu'à et y compris des dirigeants de l'armée. Car, si le gouvernement ne veut pas s'engager dans une politique plus radicale en prenant le contrôle de l'économie et en tentant de la relancer pour son propre compte, quitte à se heurter à l'impérialisme, il est en fait tout naturellement conduit à pratiquer la politique de Tsiranana, c'est-à-dire à tenter de gagner les bonnes grâces de l'impérialisme. L'évolution se fera-t-elle dans ce sens ? Ou, au contraire, les éléments radicaux de l'armée tenteront-ils d'engager Madagascar sur la voie qui fut celle du régime de Nasser, par exemple ? Nul ne peut le dire aujourd'hui. Mais ce qui est certain, c'est que l'équipe au pouvoir, comme la politique qu'elle a menée jusqu'ici, ont perdu le peu de crédit qu'elles avaient encore dans la population. Il lui faudra bien choisir entre l'une ou l'autre des deux voies qui se présentent.

# MEME S'ILS ONT DU PETROLE LES PAYS SOUS-DEVELOPPES SONT VOLES

Lors d'une conférence qui réunissait à Alger les ministres des Affaires étrangères des pays appartenant à l'OPEP — organisation qui regroupe les pays exportateurs de pétrole — cette organisation a décidé de ne pas augmenter le prix du pétrole brut durant toute l'année 1975. Il fut également décidé que, pendant les deux années suivantes, les tarifs du pétrole n'augmenteront qu'à raison de 80 % ou 90 % de l'inflation mondiale.

Qu'est-ce que cela signifie ? Au cours de l'année dernière, l'inflation qui sévit de par le monde a fait augmenter les prix de 20 % en moyenne. En 1975, les augmentations seront au moins du même ordre et, probablement même, supérieures. Tous les produits industriels que les pays sous-développés exportateurs de pétrole achètent dans les pays impérialistes coûteront donc nettement plus cher. Par contre, le pétrole livré sera toujours payé au même prix. Autrement dit, il faudra une quantité plus grande de pétrole pour la même quantité de produits industriels. Décision très avantageuse donc pour les pays impérialistes.

Cette décision — prise pourtant sur une proposition de l'Algérie qui passe pour être un des plus radicaux pays exportateurs de pétrole — montre à quel point, malgré leurs revenus pétroliers, ces pays restent soumis aux pressions de l'impérialisme. Pressions de toutes sortes, économiques et politiques surtout, mais doublées parfois de menaces militaires, comme l'a illustré une récente déclaration de Kissinger, où le secrétaire d'Etat des USA a brandi la possibilité d'une guerre au cas où les pays producteurs envisageraient de refuser de livrer le pétrole dont les pays riches ont besoin.

On se souvient encore de toutes les déclarations stupides ou intéressées faites par des hommes politiques ou par des journalistes de pays impérialistes, où ceux-ci accusaient les Etats producteurs de pétrole d'être responsables de tous les maux de l'économie et prétendaient sans rire que le flot de dollars qui va vers les pays du Moyen Orient renverse radicalement le rapport de forces entre pays impérialistes et pays sous-développés, en mettant ces derniers en mesure de dicter leurs conditions aux premiers, pour peu qu'ils aient du pétrole à revendre dans leurs sous-sols. On se souvient également que bien des dirigeants de pays sous-développés — Senghor entre autres — avaient repris l'idée que, désormais, les pays pauvres tiennent la clé de leur émancipation.

On voit là l'inanité de telles affirmations. Certes, parmi les dirigeants de pays pétroliers, il y en a un certain nombre — tels les émirs du Golfe Persique ou le roi Fayçal d'Arabie, entre autres — qui sont dévoués corps et âme à l'impérialisme et qui sont particulièrement sensibles à ses pressions. Mais la responsabilité d'un tel état de dépendance incombe infiniment plus aux déformations profondes que l'emprise de l'impérialisme a imposé à l'économie de ces pays qu'aux seuls pantins manipulés par l'impérialisme qui les dirige.

Car la possession des seuls dollars donnés en contre-partie du pétrole livré ne permet pas encore à un pays sous-développé de s'industrialiser, de se moderniser, de se hisser au niveau des pays impérialistes.

Pour développer aussi bien l'Iran que l'Arabie Séoudite ou d'autres pays producteurs de pétrole même parmi les plus grands de par leur surface et de par leur population, il faudrait briser l'isolement des campagnes, intégrer à la vie économique les milliers de villages paysans qui vivent dans l'isolement ; augmenter dans des proportions considérables le niveau de vie de la population de manière qu'elle puisse constituer un vaste débouché pour les produits fabriqués dans le pays ; augmenter le niveau de culture partout, en donnant une instruction générale ; faire en sorte qu'à chaque usine implantée corresponde d'autres usines permettant une division du travail poussée entre branches industrielles multiples. En un mot, il faudrait un bouleversement social et économique considérable. Comment imaginer que les régimes réactionnaires vieillots d'un shah d'Iran ou d'un roi Fayçal puissent seulement imaginer de s'engager sur la voie de tels bouleversements sans craindre que les bouleversements politiques qu'ils entraîneraient les ensevelissent, en même temps que leurs régimes pourris ?

Et, surtout, comment imaginer que l'impérialisme l'accepte sans réagir ?

En fait, non seulement l'impérialisme est responsable du sous-développement présent de ces pays, mais il est également le principal responsable de ce que même les richesses actuellement exploitées ne puissent pas servir à leur développement.

Faute de pouvoir réellement se transformer, il ne reste aux pays producteurs de pétrole qu'à dépenser leurs dollars de façon inutile, dans l'armement -- les pays producteurs sont parmi les principaux clients des marchands de canons occidentaux -- ou dans des gaspillages de luxe au profit des couches dirigeantes qui sont, en fait, les seules à rouler sur l'or, dans tous les sens du terme. Les pays producteurs ne peuvent même pas faire des économies pour un avenir où les puits seront épuisés, car, en contre-partie d'une richesse bien réelle, le pétrole, on ne leur donne en fin de compte que du papier, ces fameux dollars qui perdent d'année en année leur valeur. Pour éviter cette dépréciation, ces dollars retournent d'ailleurs généralement chez les banquiers des pays impérialistes.

Le système impérialiste enferme les pays sous-développés dans un carcan de fer. Il n'est pas possible de briser ce carcan à coup de dollars pétroliers, même à supposer que les dirigeants en place le veuillent, ce qui n'est en général pas le cas. C'est l'ensemble du système impérialiste qu'il faut détruire.

Alors, tout ceux qui prétendent qu'il est possible pour les pays pauvres possesseurs de matières premières de se faire une place confortable dans le monde capitaliste et en respectant ce monde capitaliste, mentent. Il n'y a plus de voie de développement possible sur une base capitaliste. S'engager pour la lutte pour le remplacement du système capitaliste à l'échelle du monde, c'est-à-dire dans la voie de la révolution prolétarienne internationale -- voilà la seule voie qui s'ouvre sur l'avenir, c'est-à-dire sur une société d'où la misère, le sous-développement, la dépendance économique, sociale, politique et morale de la majorité à l'égard d'une petite minorité de privilégiés soient bannis à jamais.

# THE HISTORY OF THE UNITED STATES

The history of the United States is a complex and multifaceted story that spans centuries. It begins with the early Native American civilizations, such as the Mayans, Aztecs, and Incas, who built magnificent empires in the Americas. The arrival of European explorers, including Christopher Columbus and John Cabot, marked the beginning of a new era of discovery and colonization. The United States was founded as a nation in 1776, and its early years were characterized by a struggle for independence from British rule. The American Revolution (1775-1783) was a pivotal moment in the nation's history, leading to the signing of the Declaration of Independence and the establishment of the United States Constitution. The early years of the nation were marked by westward expansion, the Louisiana Purchase, and the War of 1812. The mid-19th century was a period of rapid growth and industrialization, but it was also a time of social and political upheaval. The Civil War (1861-1865) was a defining moment in the nation's history, as it resolved the issue of slavery and preserved the Union. The Reconstruction era (1865-1877) followed, and the nation began to rebuild itself. The late 19th and early 20th centuries were a time of progress and innovation, but they were also marked by social and political challenges. The Progressive Era (1890s-1920s) was a period of reform and social change, leading to the passage of the 16th, 17th, and 18th Amendments. The Great Depression (1929-1939) was a period of economic hardship and social unrest, leading to the New Deal and the leadership of Franklin D. Roosevelt. The mid-20th century was a time of global conflict, including World War II (1939-1945) and the Cold War (1945-1991). The United States emerged as a superpower, and its influence was felt around the world. The late 20th and early 21st centuries have been a time of rapid technological advancement and social change. The United States has continued to play a leading role in the world, and its history remains a source of inspiration and pride for its people.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.